

L'impact de la guerre en Ukraine sur l'OTAN et l'UE

Olivier Rittmann | 31 mars 2022



La guerre généralisée menée par la Russie sur son voisin ukrainien depuis le 24 février 2022, démontre clairement la réalité de la menace russe pour la sécurité de l'espace euratlantique. S'il était encore permis d'en douter, [l'agitation de représailles nucléaires](#) par le président Poutine en cas d'ingérence extérieure finit de poser la Russie comme un acteur malveillant cherchant à remettre en cause l'ordre établi et la paix internationale. Dans ce contexte cependant, ni l'OTAN, ni l'Union européenne ne sont en mesure d'agir directement pour défendre l'Ukraine, car elles ne souhaitent pas une confrontation directe avec la Russie. Seuls des sanctions économiques et un isolement international sont donc possibles. Ceci dit, même si une action militaire directe contre les forces russes est exclue, la guerre ukrainienne a déjà des conséquences à la fois sur l'OTAN qu'elle conforte dans sa mission, et sur la réflexion stratégique européenne, qu'elle semble dynamiser au-delà de toute espérance.

Une OTAN renforcée et confortée dans sa mission

[Si l'invasion russe en Géorgie de 2008](#) illustra déjà clairement la volonté du Kremlin d'empêcher tout élargissement de l'OTAN, occupés par les opérations en Afghanistan, la plupart des Alliés choisit d'ignorer le coup de force russe, le mettant sur le compte d'une provocation géorgienne. Le réveil fut donc d'autant plus brutal au moment de l'annexion russe de la Crimée et du soutien apporté par Moscou aux indépendantistes du Donbass en 2014. Malgré [l'évidence d'un retour hégémonique russe sur son ancienne zone d'influence soviétique](#), tous les Alliés ne partageaient pas encore la même perception de la menace, arguant du fait que jamais la Russie ne s'attaquerait au territoire de l'Alliance.

L'invasion russe de l'Ukraine et la guerre qui s'y déroule depuis ont fini de déciller même les plus sceptiques. Certes, le territoire de l'Alliance n'est pas sous attaque, mais la méthode et les moyens employés par l'armée russe ne peuvent qu'inquiéter les voisins immédiats, à l'instar de la Pologne ou des pays baltes, mais de manière plus générale tous les pays de l'Alliance. Les menaces nucléaires brandies par le maître du Kremlin, si elles manquent de subtilité, ont au moins l'avantage de réaffirmer le caractère nucléaire de l'Alliance et la validité de son article V, traitant de la défense collective. L'attitude russe valide aussi [les actions prises depuis 2014](#), telles que les mesures de police du ciel et les [déploiements](#) de bataillons dans les pays baltes et la

Pologne, et provoque même leur renforcement avec un nouveau déploiement français en Roumanie. La cohésion de l'Alliance est donc considérablement renforcée et la définition de la menace ne fait plus aucun doute à présent, même les plus rétifs en matière de dépenses de défense se lançant à présent dans un rattrapage massif, à l'instar de [l'Allemagne qui débloque 100 milliards d'euros pour moderniser sa défense](#). Dans certains pays partenaires tels que la Suède ou la Finlande, le débat sur une [éventuelle adhésion](#) est relancé, tant le statut d'Allié présente des garanties face à une Russie qui a choisi de recouvrer le contrôle de son « étranger proche ».

Disposant d'un mécanisme décisionnel politico-militaire, d'états-majors permanents, de plans de défense, de la présence de troupes américaines qui garantissent le lien transatlantique, l'OTAN confirme ainsi qu'elle est la seule organisation crédible et pertinente quand il s'agit de défendre l'Europe. C'est bien dans le cadre de l'OTAN que sont prises les mesures de renforcement des alertes, de déploiements de forces additionnelles et d'activation des plans de défense, l'Union européenne ne disposant pas de ces mécanismes militaires. Il est ainsi significatif que même la France, qui promeut l'idée d'une autonomie stratégique de l'UE, s'intègre parfaitement dans le cadre OTAN pour cette crise, puisqu'[elle fournit la force de très haute réactivité et va déployer un bataillon en Roumanie et des avions en Pologne](#).

Mais au-delà de ce satisfecit, l'OTAN doit prendre garde à soigner son image par rapport à ses partenaires. En effet, si aux yeux des Alliés l'organisation remplit son office, certains partenaires pourraient être amenés à douter de l'utilité du maintien d'une relation avec l'OTAN. Parmi les trois tâches essentielles de l'Alliance, outre la défense collective, figurent la gestion de crise et la sécurité coopérative. Pour cette dernière, il s'agit en particulier d'aider les partenaires à stabiliser leur zone en les conseillant sur la refonte de leur appareil de défense et de leurs capacités. Or, en l'espèce, la fin de mission en Afghanistan résonne pour le moins comme un contre-exemple, voire un échec : après une vingtaine d'années de « *Defence Capacity Building* », l'armée afghane s'est effondrée en quelques jours. Des pays du Sud pourraient ainsi se poser la question de la valeur du DCB OTAN, surtout s'il n'est pas encadré par des aides sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

En ce qui concerne la gestion de crise, pour des raisons évidentes de maîtrise de l'escalade, l'OTAN est impuissante à gérer celle qui se déroule à ses portes. Certains partenaires pourraient donc se demander si l'OTAN a encore les moyens de sa politique de la porte ouverte, voire même si elle peut encore s'imposer comme un acteur majeur du système de sécurité européen. Certains partenaires pourraient en effet faire le constat de ce que l'OTAN ne peut pas tenir tête à la Russie pour secourir une démocratie en dépit de ses déclarations sur les valeurs partagées – et un partenaire particulièrement choyé depuis des années, l'Ukraine, de peur d'une escalade nucléaire. Ils pourraient en conclure que leur avenir ne se présenterait pas bien à l'aune d'un rapprochement avec l'OTAN, et qu'il vaut donc mieux faire allégeance à la Russie. En l'état actuel du conflit, rien ne permet de dire si c'est cette analyse qui prévaudra, mais l'action russe vise aussi à faire un exemple avec l'Ukraine pour éviter de nouvelles « défections ».

Un réveil de la défense européenne

Le poids économique de l'UE vient renforcer le message de défense collective de l'OTAN et matérialise concrètement une réponse coordonnée sur le plan des sanctions que l'OTAN ne peut pas apporter. L'OTAN en contrepartie prépare la défense de son territoire, dans la droite ligne de la coopération institutionnelle entre les deux organisations. On pense ici aux questions de mobilité militaire, de défense cyber ou de résilience qui font partie des mesures de coopération conjointes. La guerre en Ukraine pousse cette coopération comme jamais auparavant, et le front uni des États membres de l'UE quant aux sanctions est rassurant quant à la prise de conscience du danger, et quant à la nécessité d'exister enfin en tant que puissance.

En effet, depuis des générations, le fait militaire était secondaire dans l'Union européenne. La géopolitique ne figurait pas dans le vocabulaire de l'Union et elle se voyait principalement comme une union économique dont le succès devait lui permettre de rayonner dans un monde idéal, où tous aspireraient à lui ressembler. La violence de l'incursion russe et les déclarations belliqueuses de Poutine ont enfin fait réaliser à l'UE que le monde dans lequel elle évoluait n'était ni amical ni sensible à son exemplarité. Le retour de la compétition entre grandes puissances, la montée de la Chine, l'aventurisme de la Russie sont autant de facteurs qui ont fait comprendre aux Européens que pour exister à l'avenir, il fallait être puissant et capable de défendre ses intérêts. L'action qui s'en est suivie a été radicale avec la [décision de livrer de l'armement légal à l'Ukraine](#), un tabou jusqu'alors absolu. Au-delà des livraisons bilatérales, il s'agit bien d'une [action coordonnée par l'UE](#) qui met en place un fonds de 500 millions d'euros à cet effet. Il s'agit de rembourser les pays individuels qui prélèvent cet armement sur leurs propres stocks au travers de [la facilité européenne de paix](#), au plafond de 5 milliards d'euros pour la période 2021-2027. La liste des pays qui souhaite livrer des armes à l'Ukraine ne cesse de s'allonger, en dépit des protestations russes, et on peut donc considérer que Poutine a réveillé l'esprit européen de défense.

Si elle n'a pas les moyens de s'engager en Ukraine, l'UE déploie cependant une opération dans une zone extrêmement sensible pour sa stabilité, à savoir les Balkans, avec l'opération Althéa en Bosnie-Herzégovine. Cette dernière mission, qui ronronnait depuis des années, vient de reprendre une pertinence toute nouvelle avec le risque de déstabilisation des Balkans par la Russie en marge de sa guerre en Ukraine. Les [renforts récents](#) déployés en Bosnie montrent que l'UE en a bien conscience et qu'elle remplit la mission qu'elle avait héritée de l'OTAN en 2005.

Mais de manière plus générale, elle n'a évidemment [pas les moyens de faire face militairement à une crise majeure en Europe](#), car ses [outils](#) demeurent modestes : deux bataillons en alerte qui n'ont jamais été employés, une capacité de planification et de conduite (*Military Planning and Conduct Capability*, MPC) qui reste embryonnaire, un état-major militaire modeste faisant le grand écart entre le niveau politique et le niveau tactique, et des missions extérieures qui se limitent à des actions de formation en Afrique (*EU Training Mission*, EUTM), ainsi que quelques opérations maritimes en sus d'Althéa. À l'aune de la crise actuelle en Ukraine, le tout est bien insuffisant, et de nombreux efforts doivent encore être consentis pour en faire un outil crédible. Compte tenu de la place qu'occupe l'OTAN dans le raisonnement stratégique de la plupart des états membres de l'UE, une capacité propre n'est pas encore prête à détrôner l'Alliance atlantique, et ce n'est sans doute pas souhaitable si l'on veut conserver un lien transatlantique solide.

La validité de l'autonomie stratégique européenne

Or ce lien, pour indispensable qu'il soit, reste fragile. La carence de leadership américain, voire l'hostilité manifestée par la présidence Trump vis-à-vis de ses alliés, avaient relancé le débat sur la question de l'autonomie stratégique européenne. Les assurances données par l'administration Biden sur la restauration du lien transatlantique avaient, elles, été ébranlées par [l'évacuation catastrophique et non coordonnée de Kaboul](#) et l'interférence américaine dans [le contrat des sous-marins australiens](#). La guerre en Ukraine vient mettre un terme à la crise de confiance entre Européens et Américains, car à l'évidence ces derniers ont répondu présents et s'avèrent indispensables dans ce contexte de défense de l'Europe.

Ceci dit, réfléchir à une autonomie stratégique européenne reste pertinent et nécessaire, car les contributions américaines pourraient se dégrader à l'avenir si les États-Unis devaient s'impliquer davantage en Asie. Cette autonomie stratégique dépasse bien sûr le seul cadre de la défense et englobe des domaines aussi variés que l'accès assuré aux matières premières, le contrôle de bout en bout des productions stratégiques, la protection des réseaux, l'approvisionnement énergétique, la capacité à influencer les marchés et le commerce, pour n'en nommer que quelques-uns. Mais tout cela ne peut fonctionner que s'il existe un volet défense crédible et efficace qui permette de protéger les intérêts menacés ou d'intervenir pour prévenir ou stabiliser une crise. Donc, si le besoin d'autonomie stratégique ne peut être nié, il ne peut pas non plus être dissocié de son volet défense.

L'objectif final de l'autonomie stratégique doit permettre de se dégager de cette dépendance, mais on en est encore loin comme le démontre la guerre en Ukraine : l'Europe ne peut pas seule assurer sa défense sans l'appui des Américains et cette situation perdurera encore de nombreuses années. Il est cependant souhaitable que les nations européennes continuent leur effort de défense afin de soulager les États-Unis, par exemple en acquérant des capacités et des moyens qui permettraient de s'opposer à une incursion initiale, donnant ainsi du temps pour le déploiement des renforts américains. La guerre en Ukraine pousse là aussi à un accroissement considérable des budgets de défense des Européens. De plus, impliquer l'Europe dans des zones périphériques turbulentes permettrait aux États-Unis de mieux se concentrer sur l'effort principal et donnerait davantage de crédibilité aux Européens.

Un champ d'application potentiel

La guerre en Ukraine servira certainement à recentrer l'OTAN sur sa mission principale, la défense collective, mais les deux autres tâches resteront vraisemblablement dans le nouveau concept stratégique. Il s'agit donc de définir le contexte dans lequel cette autonomie européenne pourrait s'exercer et de déterminer quelles tâches l'Union pourrait prendre en charge pour soulager l'OTAN, ou en d'autres termes, comment diviser le travail entre l'OTAN et l'UE. Par exemple, acter du fait que seule l'OTAN, dans un horizon visible, est capable d'assurer la défense « haut du spectre », c'est-à-dire la défense de l'Europe face à une menace conventionnelle, nucléaire ou hybride. En contrepartie, accepter aussi que l'Union européenne soit le choix préférentiel pour les opérations de gestion de crise, pouvant aller de l'entraînement et du conseil, à la stabilisation post-conflit, la sécurité maritime, le développement des capacités des armées locales, jusqu'à une opération de haute intensité.

Le flanc sud et singulièrement l'Afrique pourrait être son champ d'action. Il s'agit d'une zone d'instabilité, marquée par le manque de gouvernance, la pauvreté et la corruption qui engendrent terrorisme et criminalité ainsi qu'émigration de masse, en particulier vers l'Europe. Ce n'est donc pas un problème américain, et l'OTAN n'est sans doute pas la réponse appropriée, car une solution

seulement militaire ne suffit pas. Il convient de traiter le problème en profondeur avec une réponse économique et sociale, [comme le prévoit le projet Global Gateway](#), qui permette de stabiliser ces pays et de fixer leur population.

La tâche est difficile, car il faut convaincre à la fois les Européens et les Africains de son bien-fondé, et il faut enrayer la concurrence chinoise, particulièrement active sur ce continent. On parle ici d'un marché potentiel gigantesque avec une population qui va exploser en termes de croissance. Si l'Europe veut continuer à exister sur la scène mondiale, elle ne peut pas laisser ce marché aux Chinois, et l'UE doit impérativement concurrencer les « [Nouvelles Routes de la Soie](#) » en offrant aux Africains une alternative au piège de la dette chinoise. Une implication coordonnée et volontaire de l'UE en Afrique permettrait aussi de contrecarrer les efforts russes, tant sur le plan de la [désinformation cherchant à discréditer l'Occident](#) que de la mise en place de [groupes mercenaires](#) dont le but est la prédation de ressources en favorisant le maintien en place de régimes corrompus.

On parle d'un [réservoir colossal de matières premières stratégiques](#) : hydrocarbures, terres rares, minerais divers, uranium, mais aussi potentiel agricole. Au moment, où elle réalise que [48% de son pétrole et 43% de son gaz](#) proviennent de Russie, l'Europe doit impérativement trouver d'autres sources d'approvisionnement, si elle veut pouvoir se dégager de cette dépendance qui contraint ses marges de manœuvre. Certes, le front des sanctions est solide pour le moment, mais si la crise s'éternise, rien ne garantit que les gouvernements européens puissent maintenir une telle fermeté lorsque qu'ils seront mis sous pression par leurs consommateurs, et cela fait peut-être partie du calcul de Poutine. La France est sans doute le pays le moins dépendant de l'énergie russe, car elle dispose de sa propre énergie nucléaire, mais c'est loin d'être le cas pour les autres Européens qui envisagent même une réouverture des mines de charbon, tout cela au détriment de la transition énergétique qui figurait très haut sur l'agenda européen. Construire des infrastructures supplémentaires capables de recevoir le gaz liquéfié américain demandera du temps et créera une autre forme de dépendance. Il est donc logique que l'UE se tourne vers l'Afrique pour y établir ou y renforcer des relations commerciales qui lui permettront de diversifier ses fournisseurs.

Pour cela, il s'agit d'une part d'injecter une aide massive rapide pour soutenir les États fragiles, et surtout en parallèle de développer les capacités locales en matière de gouvernance politique, économique, sociétale, donc du véritable « *Nation Building* », mais avec une unité de commandement et d'action que seule l'Union européenne peut apporter. C'est seulement si un tel package est réuni qu'une action militaire peut avoir du sens : elle peut se limiter à des actions de formation à l'instar des ÉUTM, mais elle peut aussi prendre la forme d'une opération de plus grande envergure, planifiée et commandée par l'UE. Ainsi la MPCC démontrerait toute sa pertinence : en agissant sur ce flanc sud et en laissant la défense de l'Europe à l'OTAN, elle tuerait définitivement l'argument de la duplication entre les deux organisations.

En définissant ainsi à la fois les missions et les théâtres d'engagement potentiels, il est possible de clairement démontrer à l'ensemble des Européens qu'il y a des missions ou des lieux où les États-Unis n'ont aucun intérêt à s'engager, mais qui sont du plus grand intérêt pour l'Europe. Le défi consistera certes à convaincre les pays d'Europe centrale et orientale confrontés à la proximité de la menace russe. Mais pour autant, l'Union ne doit pas laisser les situations se détériorer faute de moyens propres. Pour y parvenir, il s'agit d'avoir la capacité d'apprécier une situation indépendamment des États-Unis, puis de déterminer un objectif politique commun pour appréhender la crise, et enfin de décider ou non d'intervenir, mais en sachant qu'on en a les moyens. Le choix de la non-intervention ne doit donc plus être un choix par défaut de moyens, mais bien un choix assumé.

Conclusion

La guerre en Ukraine justifie pleinement l'existence de l'OTAN et constitue une démonstration éclatante de son caractère indispensable. Plus que jamais, l'Alliance atlantique reste le garant de la sécurité européenne face à une menace russe, car elle représente le seul forum permanent réunissant au quotidien Américains et Européens. L'OTAN dispose de mécanismes et de procédures rodées et éprouvées, d'états-majors permanents multinationaux, de plans de défense et de missions permanentes et les Américains -commandeurs comme troupes- y sont présents à tous les niveaux, véritables garants du lien transatlantique.

Les Européens seuls ne sont pas encore en mesure de prendre le relais des Américains, mais pourraient jouer un plus grand rôle au sein de l'OTAN, comme semblent le démontrer les efforts en matière de dépenses militaires et les dernières annonces en date. L'invasion russe en Ukraine a servi d'électrochoc à l'UE qui prend enfin la mesure des réalités géopolitiques. Cette prise de conscience pourrait déboucher sur le développement de la culture stratégique et sécuritaire d'une organisation à l'origine principalement dédiée au commerce et à l'économie.

Afin de pouvoir un jour prendre en charge leur propre défense, les Européens doivent s'essayer sur un créneau à la mesure de leurs capacités actuelles. Leur autonomie stratégique initiale pourrait envisager l'Afrique comme son champ d'application, pour des raisons de proximité, d'intérêt économique et de stabilité.

L'OTAN étant pleinement occupée par la menace russe pourrait convenir d'une répartition des tâches avec l'Union européenne, en laissant le champ libre à cette dernière sur le flanc sud. L'intérêt de cette démarche serait de spécialiser les organisations dans leur domaine de prédilection à savoir la défense collective, haut du spectre pour l'OTAN, et la gestion de crise hors zone accompagnée d'actions de développement pour l'Europe, dans le but de contribuer à stabiliser son environnement africain, de limiter les flux migratoires en provenance du continent et d'y contrer l'influence russe et chinoise.

Crédit : [NATO North Atlantic Treaty Organization](#)



Olivier Rittimann

Le Général de Corps d'armée Olivier Rittimann est le commandant du collège de défense de l'OTAN depuis l'été 2020. Après ses années de temps de troupe au sein de la légion étrangère, le GCA Rittimann a eu une seconde partie de carrière marquée par l'international, et singulièrement les postes OTAN, à Paris, Heidelberg, Bruxelles, Brunssum et Mons. Il a occupé en particulier le poste de représentant militaire français au SHAPE, de chef d'état-major du commandement interallié de Brunssum et de vice-chef d'état-major du SHAPE.

Comment citer cette publication

Olivier Rittimann, « L'impact de la guerre en Ukraine sur l'OTAN et l'UE », *Le Rubicon*, 31 mars 2022 [<https://lerubicon.org/limpact-de-la-guerre-en-ukraine-sur-lotan-et-lue/>].